

« Plus de pédagogie, moins de démagogie »

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3375>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3375

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 170-173

ISBN : 978-2-919040-32-2

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « « Plus de pédagogie, moins de démagogie » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1311 | 2015, mis en ligne le 09 février 2016, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3375>

Tous droits réservés

KIOSQUE

"PLUS DE PÉDAGOGIE, MOINS DE DÉMAGOGIE"

par **MUSTAPHA HARZOUNE**

Pourquoi l'opinion publique et "les professionnels de la parole" restent-ils sourds aux informations rabâchées depuis des années, à longueur de colonnes, de colloques et de recherches, par tant de spécialistes et d'universitaires ? Ainsi, le 3 août, dans *L'Express*, une fois de plus, François Héran exhortait à cesser de "brandir des chiffres absolus pour prétendre que la France est 'le pays d'Europe le plus généreux pour l'asile'. Nous sommes loin dans le classement lorsque l'on observe les décisions positives d'accueil. Et davantage encore lorsque l'on tient compte de la population et de la richesse du pays." Idem sur le soi-disant "trop-plein" d'immigrés en France : quelle serait la juste proportion ? 4 % d'immigrés comme en Finlande ou 37 % comme au Luxembourg ? "En France, nous sommes à 12 %. Il n'existe aucun critère scientifique pour décider si c'est peu ou trop. Faut-il se fier à l'opinion ?" demande le démographe en signalant que cette opinion reste persuadée, malgré les données et les enquêtes, de "recevoir plus de migrants que les autres". Face à cette "surestimation", François Héran réaffirme que "le modèle migratoire de la France n'est pas celui de l'intrusion massive, mais de l'infusion durable. Du coup, nous sommes le pays d'Europe qui a proportionnellement le plus de 'seconde génération', c'est-à-dire de personnes nées en France d'un ou deux migrants".



Entre réalité et perception

D'où viennent ces idées fausses et ces peurs ? "Trop de démagogie, pas assez de pédagogie", répond le démographe qui vise les politiques – de droite comme de gauche ! Rachel Nef, chiffres

Eurostat à l'appui, rétablit sur son blog (hébergé par Médiapart, le 26 juin) les faits sur la pseudo "générosité" française et s'indigne : le mythe de l'invasion est "une fumisterie". Intraitable, elle élargit la focale au niveau mondial pour en rabattre aux démagogues : "Nous sommes loin d'être envahis. Le monde entier ne rêve pas de rejoindre l'Europe." Dans *Les Matins de l'été* (France Culture, le 3 août), le chercheur François Gemenne ne mâchait pas non plus ses mots : "On marchande sordidement l'accueil de quelques milliers de réfugiés syriens, dont 95 % se retrouvent aux frontières de la Syrie", et il pointe "le décalage complet entre les réalités des migrations et la perception des migrations non seulement par l'opinion publique mais aussi par la presse et par les politiques. De quoi discute-t-on à Calais ? De quelques milliers de migrants qui tentent de passer en Angleterre... et on parle d'invasion..." Rachel Nef rappelle que derrière les chiffres, il y a des hommes et des femmes qui ne quittent jamais leur pays par plaisir ou pour bénéficier d'on ne sait quelle allocation : "Il faut arrêter la plaisanterie, imaginez un instant ce que cela représente de tout quitter et vous comprendrez qu'on part parce qu'on n'a pas le choix." François Héran rappelle, lui, que "l'immense majorité des immigrants viennent en France parce qu'ils en ont le droit, au titre des conventions internationales que la France a souverainement ratifiées". Et de citer, chiffres à l'appui, le droit de vivre en famille, le droit des Français d'épouser qui ils veulent, le droit d'asile et "ce quasi-droit" d'étudier à l'étranger. "Lors de la campagne présidentielle de 2012, le candidat sortant, Nicolas Sarkozy, s'est avisé qu'il fallait réduire les 200 000 entrées de moitié. Marine Le Pen a surenchéri en parlant de les ramener à 10 000 : une division par 20 ! Difficile de pousser plus loin le déni de réalité."

François Gemenne dénonce ce *“rapport malsain et dégueulasse entre immigration choisie et immigration subie”*. Sur les politiques contre l’immigration dite “subie”, il est clair : *“C’est non seulement impossible mais c’est ignoble.”* Pour Rachel Nef, ce *“dénier de réalité”* risque de nous faire perdre *“notre humanité”* : *“C’est donc le regard médiatico-politique sur les migrants qu’il faut réussir à changer. Et ne pas céder aux discours populistes qui prospèrent à l’aune de la montée du Front national (...). Sinon, c’est notre humanité qu’on perd peu à peu.”*

Catherine Wihtol de Wenden résume : *“On vit sur des idées fausses. L’opinion croit encore que les migrants vont prendre le travail des Français, que les immigrés coûtent cher. Ces mensonges ne sont jamais contredits par les politiques. Tétanisée par la montée de l’extrême droite, la classe politique ne veut pas ouvrir le débat”* (Le Monde Culture et idées, 25 juin). Pire, pour François Gemenne, *“il n’y a plus vraiment de projet politique derrière les questions d’immigration et d’asile. (...) On en est réduit, à gauche comme à droite, à en faire une gestion purement managériale, à en faire une gestion du chiffre qui cherche simplement à reproduire et à ne pas trop dévier de ce qu’a fait le gouvernement précédent. Il y a je pense un véritable déficit de projet politique derrière cette question parce que tant la gauche que la droite sont paralysées par l’extrême droite et par le FN (...)”* (France Culture, le 3 août). Pour Bertrand Badie, *“nos politiques ont trente ans de retard. Ils pensent toujours comme si nous étions dans un monde west-phalien, encore défini par le poids des États. Or la planète a changé, et nous sommes de plain-pied dans l’ère de la mondialisation”* (Le Monde Culture et idées, le 25 juin).

Que faire alors ? Pour François Gemenne, *“la première chose c’est de responsabiliser les hommes politiques et les médias sur ce qu’ils disent (...) Si les politiques faisaient preuve de la même légèreté en matière économique ou de chômage que sur l’immigration ce serait la fin de leur carrière pour beaucoup d’entre eux. La deuxième chose c’est de réconcilier enfin les réalités de l’immigration avec les perceptions de l’immigration”* (France culture, le 3 août).



Bug sécuritaire

Après *“le déni de réalité”*, tombe l’autre constat : les politiques de fermeture et de contrôle se révèlent meurtrières, inefficaces, coûteuses, sources de trafics juteux, contre-productives dans un monde où le relationnel, l’échange prennent le pas sur la séparation et les logiques de confrontation. *“Il y a quelque chose qui ne va pas !”* dit François Gemenne. *“Les flux migratoires sont déterminés par des crises ou par des facteurs structurels qui échappent très largement au contrôle des politiques migratoires. Les politiques jouent malheureusement sur un terrain électoraliste, en essayant de poser ce qui apparaît comme une réponse simple et de bon sens, en disant on va fermer les frontières cela empêchera les gens de venir, ça n’empêche pas les gens de venir.”*

Le logiciel des politiques sécuritaires frôle le bug. Qu’importe ! La course au suicide continue : *“À l’entrée de l’Europe, comme sur les autres continents, des murs s’érigent ici et là. Et cette course sécuritaire, qui a déjà coûté, selon le consortium de journalistes européen The Migrant Files, 1,6 milliard d’euros aux contribuables du continent depuis 2000, ne donne aucun signe d’essoufflement”* (Le Monde Culture et idées, 25 juin). Des migrants tentent toujours de gagner les rives du continent européen, en mettant leur vie en danger (1 500 morts en Méditerranée entre janvier et juin 2015). Pour le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l’homme des migrants, François Crépeau, il faut tirer les leçons de l’échec de ces politiques répressives – *“c’est quand même paradoxal qu’au nom du contrôle des frontières on perde le contrôle de la frontière au profit des passeurs”* (Radio Télévision Suisse, 16 juin 2014) – pour œuvrer dans le sens d’une ouverture des contrôles des frontières via des mécanismes incitatifs à se *“présenter en toute légalité aux gardes-frontières”* (Slate.fr, 29 juillet). D’autant que *“les migrations sont irrépressibles”*, écrit le géographe et ancien ambassadeur, Michel Foucher (Le Monde du 5 août). Alors, *“un change-*

KIOSQUE

ment de discours politique sur ces questions serait salulaire, avec la reconnaissance publique de la réalité durable des mobilités et la nécessaire construction de dispositifs les encadrant : visas de travail de longue durée, cogestion des mobilités entre pays de départ et pays d'arrivée, mise en place de règles pour détruire le régime illégal des passeurs... (...) Ce qui est en jeu est également notre choix d'un rapport au monde", déclare Michel Fournier, qui invite "les Français – opinion et dirigeants –, qui candidatent pour des JO en 2024 et une Exposition universelle en 2025, (...) [à] assumer enfin toutes les composantes d'une politique d'ouverture, dans un monde de communication instantanée, loin d'un illusoire repli sur soi". Pour le philosophe André Tosel, "l'urgence est là ; faire un monde en partage commun et refaire du peuple dans l'hétérogénéité sont une seule et même tâche politique qui se produit d'en bas" (L'Humanité, 7 août).



Penser autrement les migrations

Sur Slate.fr, 29 juillet, Paloma Maquet (doctorante en géographie) et l'agence Télôs montrent que "des solutions alternatives existent (...), allant de simples ajustements techniques des dispositifs de contrôle qui existent déjà à des mesures radicalement progressistes, sont portées par une multitude d'acteurs issus de la société civile, de la recherche, du monde politique et d'organisations internationales". Et de citer les travaux d'Emmanuelle Auriol et Alice Mesnard qui proposent de "légaliser l'immigration économique en vendant des visas aux gens qui souhaitent travailler chez nous" (Libération, 21 avril 2015). "La théorie repose sur la nécessité démographique de renouveler le stock de travailleurs de certains secteurs de l'économie de l'UE (...). Une telle initiative permettrait à la fois de mieux contrôler les flux migratoires (...) et d'éradiquer le

business des trafiquants et passeurs qui profitent de l'actuelle économie de la prohibition" (Slate.fr, 29 juillet). Point de vue comparable pour François Crépeau qui imagine d'instaurer "un visa de cinq ans, autorisant cinq entrées en Europe et quatre mois pour trouver un travail, ce qui permettrait aux migrants de circuler en fonction des opportunités d'emploi au sein de l'UE et d'effectuer des allers-retours entre l'Europe et leur pays d'origine pour redéfinir leur projet migratoire" (Slate.fr, 29 juillet). "Avant d'élaborer des politiques nouvelles, il faut forger une nouvelle manière de penser les migrations." C'est ainsi qu'est né ce qu'Antoine Pécoud nomme "un discours international sur les migrations (DIM), qui se compose d'un ensemble de rapports produits par des instances internationales dont le nombre s'est spectaculairement accru depuis le début des années 2000". L'auteur constate que les politiques alternatives du DIM ne vont jamais jusqu'à penser la libre circulation des personnes. Le DIM situe les migrations dans un espace de liberté certes élargi mais dans un cadre normatif dicté par des considérations utilitaristes (répondre aux besoins démographiques et économiques des pays développés) et sédentaristes (distinction nette entre mobilité et appartenance/fidélité aux États d'origine) de sorte qu'il est "impossible de concevoir la migration comme un choix autonome relevant d'une liberté fondamentale". Concrètement, l'Onu ou l'Organisation internationale du travail "militent (a contrario des États) pour une valorisation du paradigme d'une mobilité vectrice de développement : la circulation des migrants doit être perçue de manière optimiste et comme bénéfique à la fois pour les sociétés de départ (les transferts financiers des migrants vers leurs familles – qui représentent globalement trois fois le montant de l'aide officielle au développement versé par les pays occidentaux – sont mis en avant), d'accueil (régularisation des conditions de travail et

1. "Liberté de circulation et gouvernance mondiale des migrations", *Éthique publique* [en ligne], vol. 17, n° 1, 2015, consulté le 12 août 2015. URL : <http://ethiquepublique.revues.org/1749> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.1749

captation de la contribution salariale des migrants) et pour les migrants eux-mêmes (qui pourraient aller et venir sans danger)” résume Slate.fr.

Pour Antoine Pécoud, le credo néolibéral du DIM reflète (et perpétue) *“un capitalisme mondial déséquilibré”. “Les pistes qu’il développe impliquent une persistance du contrôle de la mobilité humaine. Cependant, il ne s’agit pas d’un contrôle de type ‘immigration zéro’, qui aspire à fermer les frontières, mais d’un contrôle qui organiserait [la mobilité des migrants] en fonction des intérêts des parties concernées, tout en insistant sur leur attachement à leur pays d’origine et sur les manifestations tangibles de ce lien national (comme les transferts de fonds).”* Si le DIM critique *“les effets contre-productifs des politiques actuelles ou la nécessité d’approches plus équitables des migrations”*, pour Antoine Pécoud *“le DIM appelle cependant une critique de la critique, qui dévoile ses impensés et qui, surtout, (re)fait de la libre circulation un idéal alternatif permettant de penser différemment les politiques migratoires”*.



Penser la liberté de circulation

Paloma Maquet et Telos rappellent que *“la fermeture ou l’ouverture des frontières ne déterminent pas le choix de migrer ; en revanche, elles conditionnent la dangerosité et le coût des trajets ; les mobiles d’un départ sont d’ordre structurel”*. De même, *“aucune recherche scientifique et empirique n’établit le fantasme de l’appel d’air”*. Au contraire, les travaux de l’équipe de recherche Mobglob (mobilité globale et gouvernance des migrations) indiquent qu’une ouverture globale des frontières ne conduirait pas à une explosion des arrivées en Europe”. Un autre argument en est donné par le fait que *“la libre circulation est une réalité dans différents espaces régionaux”* (Slate.fr, 29 juillet). Le Monde Culture et idées, le 25 juin,

demande même si l’ouverture des frontières ne générerait pas de la richesse. Et de citer les travaux de la juriste Idil Atak (université Ryerson, Canada) et de la politologue Speranta Dumitru (Paris-Descartes), ceux du groupe Mobglob coordonné par Hélène Thiollot (CNRS) et Catherine Wihtol de Wenden (CNRS) ou ceux d’économistes libéraux comme Michael Clemens (Center for Global Development) ou George Borjas (Harvard) pour qui *“le monde serait bien plus riche en l’absence de frontières nationales interférant avec la libre circulation des biens et des personnes”*. Hélène Thiollot évoque les travaux en cours de modélisation *“des évolutions à dix, vingt ou trente ans après la mise en place d’une libre circulation mondiale”*. Première indication livrée par François Gemenne, *“dans tous les cas de figure, une ouverture globale des frontières ne conduirait pas à une explosion des arrivées en Europe (...)”*. Aujourd’hui, les migrants représentent 3,2 % de la population mondiale. À la fin du XIX^e siècle, au lendemain de la révolution industrielle, ce taux était de 10 %. Or aucun de nos scénarios ne tend vers ces 10 %”.

L’ouverture des frontières ferait naître de *“nouveaux nomades”*. *“Comme ils pourraient aisément aller et venir, les migrants s’installeraient moins volontiers de manière définitive dans un pays tiers. Dans certaines zones, il se dessinerait même une migration pendulaire faite d’allers-retours réguliers”*, observe Hélène Thiollot. Et ces déplacements pourraient se faire dans un cadre régional : *“Une fois les frontières tombées, les mouvements à l’intérieur d’une région pourraient s’accroître : un nombre plus important d’Africains s’installeraient dans un autre pays d’Afrique que le leur, de même pour les Asiatiques en Asie.”* *“Ce n’est pas la richesse d’un pays dans l’absolu qui va conduire au départ, mais le différentiel qui existe entre le niveau de vie de son pays d’origine et celui de son lieu de destination”*, explique Bertrand Badie, d’où, toutes choses égales, ces migrations interrégionales. ■